COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 13 mars 2024

Crise agricole La droite sénatoriale rejette la création d'une commission d'enquête sur les revenus agricoles

Le 24 janvier 2024, en plein cœur de la contestation agricole, les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) demandaient au président du Sénat la constitution d'une commission d'enquête sur la question des revenus agricoles et des relations commerciales agroalimentaires.

Il s'agissait, pour eux, de poser le bon diagnostic sur les origines de la crise majeure qui frappe notre agriculture. La guerre économique et commerciale que se livrent les géants de l'industrie et de la distribution agroalimentaires, et dont les agriculteurs sont toujours les grands perdants, est la cause principale de la paupérisation d'une partie du monde agricole.

Le rééquilibrage des relations commerciales tout au long de la chaine agroalimentaire doit être la priorité si nous voulons vraiment parvenir à une juste reconnaissance du travail et du revenu des agriculteurs.

En réponse à cette demande, le Président du Sénat avait invité le groupe SER à se tourner vers la Commission des affaires économiques du Sénat pour envisager la constitution d'une telle commission d'enquête.

Aujourd'hui, la droite sénatoriale a opposé une fin de non-recevoir à notre demande, estimant que les outils d'investigation et de contrôle existaient déjà pour mener cette réflexion.

Les sénatrices et sénateurs du groupe SER regrettent profondément cette décision emprunte d'une certaine dose de cynisme à l'heure où cette même droite sénatoriale dit vouloir défendre le monde agricole.

A l'aune des échecs successifs des lois EGALIM, de l'incapacité du Gouvernement à les faire appliquer et de l'opacité toujours plus forte qui règne lorsqu'il est question de relations commerciales agricoles, il apparait évident que les outils en place ne permettent pas de mener un réel travail d'investigation qui devra passer par l'exigence d'une plus grande transparence des pratiques de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution.

En rejetant la demande du groupe SER, le Sénat se prive d'un rôle majeur dans la résolution d'une part importante de la crise agricole actuelle. Il ne faudra rien attendre de la Mission d'information constituée à l'Assemblée nationale par et pour la majorité présidentielle qui aurait déjà dû agir concrètement depuis 7 ans. C'est une occasion manquée que le groupe SER regrette profondément.

Chefs de file:



Jean-Claude Tissot Sénateur de la Loire



Franck Montaugé Sénateur du Gers